

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

25 juin 2025

---

RÉFORME DE L'AUDIOVISUEL PUBLIC ET SOUVERAINETÉ AUDIOVISUELLE - (N° 1591)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 253

présenté par

Mme Taillé-Polian, M. Arnaud Bonnet, M. Corbière, M. Gustave, M. Raux, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, Mme Regol, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

-----

**ARTICLE PREMIER**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
------------------------------------------------------------------------------------------------

Après l'alinéa 3, insérer l'alinéa suivant :

« Elle se fixe comme objectif de mettre en place un traitement renforcé de l'information ultramarine via un programme quotidien dédié sur l'antenne de France 3 et, régulièrement, des sujets évoquant les outre-mer dans les journaux de France 2, appuyés sur les contenus produits par les rédactions des stations La 1<sup>ère</sup>. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement reprend l'amendement déposé par M. Frédéric Maillot en commission. Il vise à renforcer le traitement de l'information ultramarine dans la holding France Télévisions, selon les recommandations du rapport d'information de la délégation aux outre-mer du Sénat intitulé « Les Outre-mer dans l'audiovisuel public face au risque d'invisibilité totale, le défi du média global ». En effet, en plus du projet de holding, les médias traitant de l'actualité ultramarine sont trop souvent invisibilisés et minimisés avec, par exemple, un journal de seulement neuf minutes diffusé chaque jour sur France 3. En partant de dotations différentes entre les budgets de France Télévisions et les outre-mer, il y a un vrai enjeu de soutien à la production audiovisuelle locale qui n'est pas garanti et qui l'est encore moins avec ce nouveau projet de fusion.